

Mexique, 16 janvier 1939 1✓
Au Parti Socialiste Espagnol

Chers Camarades,

Je vous envoie ci-joint,
en témoignage de mon suprême
effort pour défendre la pensée
de Paderbeldé, la lettre que j'ai
adressée au Conseil Général
de notre Parti, lue en séance
le 13 février. Je suis profondément
triste du vote du Congrès de
hier : c'est comme si je
perdais Paderbeldé une
seconde fois.

Je vous l'atteste : jamais
Il n'eût accepté cela.
Je l'entends encore nous
dire, au Congrès du 6 novembre
38 — Herche et Lamondia
étaient présents : " Je suis

meux. Je ne sais si je retournerai
Madrid. Mais, je pourrais
bien que je n'irai jamais à
Burgos.

Il n'aura pas vu
l'héroïque Madrid. Du moins
n'aura-t-il pas vu son Parti
se résigner à Burgos.

Je vous envoie avec le
texte de ma lettre à Negri et aux
Républicains Espagnols, pour les
remercier de leur hommage rendu
à Vandervelde. A vous, socialistes
d'Espagne, va tout particulièrement
ma profonde reconnaissance.
Faites de cette lettre ci, comme
des deux autres, ce que vous
voudrez.

Chers Camarades, je
vous envoie mes pensées
socialistes et fraternelles. Nous
souffrons ensemble
Hammink Vandervelde

2

Bruxelles, le 12 janvier 1939

115 Rue de la LOI

Au Conseil General du P.O.B.

Citoyens,

C'esta après y avoir longuement réfléchi que je me resous à vous écrire.

Peu importe, certes, au C.G. que, personnellement, jo sois -comme sensans doute l'immense majorité de la classe ouvrière et du POB- atterrée par la decision de son Bureau.

Ce n'est pas de mon sentiment qu'il est question. C'est de la memoire de Celui que nous venons de perdre.

Si je m'adresse au C.G., c'est pour tenter, par un suprême effort, de défendre la pensée, la foi de Vandervelde, ce pourquoi il a vécu, et -nous le savons a présent n'est-ce pas?- ce pour quoi il est mort.

Je vous rappelle ses déclarations solennelles:

"BURGOS, IMPOSSIBILITE MORALE ABSOLUE" et "QUOI QU'IL PUISSE ARRIVER, JE N'IRAI PAS A BURGOS"

Croyez-vous qu'il les ait faites sans y réfléchir? De facon simpliste? Sans peser les conséquences? Moi, qui l'ai vu agir, j'affirme que non.

Il y a un mois, le POB l'a suivi, par une écrasante majorité qui, par suite des questions de Balthazar et la réponse de Wauters avnat le vote, impliquait expressément la démission de nos ministres.

Trois jours après, une trêve suspensive de deux à trois semaines leur a été accordé par le Bureau et les dirigeants du POB.

Vous savez tous très bien que la classe ouvrière, dont la méfiance, que le Bureau crient de justifier, allait croissant, n'aurait JAMAIS consenti à ce délai, si Vandervelde n'en avait pris la responsabilité et ne lui avait demandé de lui faire confiance à LUI, personnellement. C'est cela, et cela seulement, qui, momentanément, a apaisé l'inquiétude qui grondait dans les rangs du Parti.

Vous savez tous très bien à quelles conditions la trêve a été accordée: Vandervelde les a notées: pour le vote du budget et du contingent, et avec engagement formel de la part de Spaak, engagement dont Vandervelde aux exigés qu'il figure aux procès-verbaux du Bureau, de démissionner plutôt que de signer Burgos.

De plus, le Patron, -en date du 19 décembre!- a consigné, dans un aide-mémoire que je conserve pieusement, un engagement que Spaak a pris expressément et personnellement envers lui, au cours d'un tête-à-tête: celui de démissionner dès après le Nouvel An -le 3 Janvier. Aucon démenti, aucune atténuation ne sont possibles: on sait que le patron ne mentait jamais. Le texte est formel et écrit de sa main.

Le Bureau vient de violer, et la décision du Congrès, et les engagements qu'il a pris dans sa résolution du 8 décembre, et les engagements pris ultérieurement devant lui et devant Vandervelde par Spaak.

Au nom du Patron, je vous dis que cette attitude inflige à sa memoire un désaveu scandaleux. Et je vous dis: s'il avait été là, peut-etre les Ministres et le Bureau n'auraient-ils pas osé. En tous cas, jamais il n'eût LUI consenti à ce qu'on abuse de la confiance que la classe ouvrière LUI accordait. Il aurait élevé, contre une telle ciolation de la foi jurée et de la loi du Parti, toutes ses forces et toute son inflexible volonté.

S'il eût été parmi vous, aujourd'hui, vous savez, n'est-ce pas, ce qu'il vous dirait? Il vous dirait: Ne trahissez pas.

Pour défendre l'Espagne -et pour défendre le Parti et le Socialisme- nous l'avons vu depuis deux ans, tout donner. D'abord son poste de Ministre. Pour un homme comme Lui, c'était peu de chose.

Mais surtout, nous l'avons vu donner ses dernières forces, et sa vie même peut-être, pour que le Parti ne se déshonore pas.

J'ai vu, moi, sa grande peine, il y a deux mois, lorsqu'il était prêt à sacrifier à cela jusqu'à cette fonction de Président du Parti, dont la classe ouvrière avait fait le signe de son amour et de sa vénération pour Lui.

Dans le moment même où Il nous (est enlevé, camarades, refusez d'insulter Sa mémoire en consentant à trahir ce qu'Il défendait. J'ai le devoir, j'ai le droit aussi, de vous le dire en Son nom, parce que le L'ai, moi, aimé, servi et défendu sans défaillance.

Citoyens, on invoque devant vous un fait nouveau. Vandervelde je le sais en eût mesuré l'importance, qu'il vous appartient de préciser. Mais j'ai assez connu sa pensée pour être certain de ne pas la trahir, en vous affirmant qu'en aucun cas il n'eût admis que la note au Comité de Non-Interventions Parlementaires des Affaires Etrangères puisse constituer une monnaie d'échange compensant, pour l'Espagne Republicaine, le coup de poignard que lui porterait notre Parti Socialiste en consentant à reconnaître, comme en effet on persiste à le lui demander, malgré ses refus répétés, le "gouvernement" rebelle de Franco.

Je sais, et serais en mesure de démontrer, que Vandervelde n'aurait accepté de discuter la valeur d'échange du fait nouveau que vous est soumis qu'en relation, peut-être, avec la reprise de relations diplomatiques normales avec le Gouvernement régulier de l'Espagne.

Jamais, je le sais et je l'affirme, Il n'eût consenti à ce qu'on prétende avoir suffisamment servi la cause de l'Espagne par la note en question, pour avoir le droit d'exiger d'elle en échange, une sorte de consentement à ce que nous la ~~trahissions~~ trahissions.

Camarades, Citoyens, Chers Amis,

Pardonnez-moi d'intervenir dans ce débat. J'ai la conviction que j'en avais le devoir. Ce n'est pas moi qui vous parle, c'est la voix du Patron, c'est Sa dernière volonté.

Il voulait que nous restions fraternellement unis. Restons-le, je vous en supplie, pour défendre ce qu'il a défendu.

Tous, nous voulons prolonger et agrandir l'hommage fervent qui Lui a été rendu. Laissez-moi vous le dire solennellement, que seraient Fondation, Monument, Cérémonie, si, cédant à la pression qu'on ose exercer sur vous vous vous pressiez de profiter de ce qu'Il n'est plus là, pour trahir -17 jour après qu'il nous a quittés- Son idéal, Sa pensée, Sa foi, Sa volonté de rester, sans défaillance ni réticences, aux côtés de l'Espagne Republicaine.

Citoyens, Amis, camarades, si vous faisiez cela, je l'atteste, vous le tueriez une seconde fois.

J'ai confiance: vous ne ferez pas cela.

Fraternellement du fond du cœur,

JEANNE EMILE VANDERVELDE.

BURGOS.

Nouveau texte proposé par la Commission des
Résolutions et adopté à
l'unanimité

Le congrès du P.O.B. constate que l'envoi d'un délégué belge à Burgos est une question qui n'a pas fait partie de la déclaration gouvernementale du 18 mai 1938;

Que, si l'on veut que la collaboration ministérielle continue dans la clarté, la confiance et la loyauté réciproque indispensables il faut qu'une telle question, si elle se pose, soit résolue par l'accord des partis de la majorité;

Que cet accord n'est pas réalisable dans l'état actuel des choses,

Dès lors le Congrès fait confiance aux ministres socialistes pour qu'aucune décision définitive ne soit prise sans qu'un congrès se soit prononcé

BURGOS

Nieuwe tekst voorgesteld door de Resolutie-Commissie
en door haar eenparig goedgekeurd.

Het Congres van de B.W.P. stelt vast dat het zenden van een Belgisch afgevaardigde naar Burgos een kwastie is die geen deel uit maakt van de regeeringsverklaring, dd. 18 Mei 1938;

dat, indien men de ministerieele samenwerking in de onontbeerlijke klaarheid, het vertrouwen en de wederzijdse loyaleit wil voortzetten, een dergelijke kwestie, indien zij gesteld wordt, moet opgelost worden door overeenkomst onder de partijen, die de meerderheid vormen;

dat deze overeenkomst niet verwezenlijkbaar is in den tegenwoordigen stand van zaken.

Om deze redenen drukt het Congres zijn vertrouwen uit in de socialistische ministers om geen enkele definitieve beslissing te laten treffen, zonder dat een Congres hierover uitspraak gedaan heeft.